

**CONTRIBUTION D'ALTERNATIVE TELECOM  
A LA CONSULTATION PUBLIQUE RELATIVE A L'ANALYSE DES MARCHES  
DU HAUT ET DU TRES HAUT DEBIT FIXES**

---

*Paris, le 17 mars 2020*

*Fondée en 2007, Alternative Télécom réunit les opérateurs télécoms alternatifs nationaux présents en France. Ils ont créé plus de 4.000 emplois en France et représentent un chiffre d'affaires de plus de 1 milliard d'euros en 2019. Depuis sa création, Alternative Télécom a pour mission de promouvoir leur apport sur le marché français et une concurrence sincère et loyale entre opérateurs historiques et opérateurs alternatifs.*

## **CONTEXTE**

**La France a basculé dans l'ère de la fibre.** Plus de la moitié des foyers et locaux à usage professionnel sont désormais éligibles à la fibre optique de bout-en-bout et l'arrêt de la boucle locale cuivre est officiellement lancé.

Or, alors que les opérateurs alternatifs bénéficient sur le marché du mobile d'un accès et de conditions d'accueil permettant leur développement, **force est de constater que se constitue un oligopole sur le marché THD fibre.**

**La régulation doit mieux appréhender cette situation**, d'autant que cette dynamique oligopolistique s'observe tant sur les marchés grand public qu'entreprises, au détriment d'une saine concurrence animée par des opérateurs alternatifs multimarchés.

En outre, **considérer que les accès sur support cuivre et sur support fibre sont substituables est erroné et conduirait l'Autorité à adopter un cadre de régulation de nature à freiner le développement des opérateurs alternatifs.**

**Pour Alternative Télécom, il convient, dès le présent cycle d'analyse de marchés, de :**

- 1. conclure à la non-substituabilité des marchés Cuivre et THD Fibre**, et donc d'introduire des marchés distincts. Cela permettra notamment d'adresser les problématiques concurrentielles auxquelles sont confrontés les opérateurs alternatifs sur l'infrastructure fibre, dont ils ne peuvent désormais plus se passer dans une perspective de maintien et de développement.
- 2. introduire des solutions d'accès de gros THD Fibre proportionné à la taille des acteurs alternatifs**, incluant notamment, pour tout produit observé sur le marché de détail, des offres de gros activées livrées nationalement. L'analyse du marché THD Fibre désormais distinct mettra en évidence une impossibilité structurelle pour certains acteurs à se développer sur le marché de détail. Cela pourra passer par exemple par le renforcement du cadre symétrique de régulation de la fibre optique de bout-en-bout de manière à ne pas laisser le marché à un oligopole constitué de 4 acteurs se partageant l'accès aux ressources rares (elles ne peuvent pas aujourd'hui être directement utilisées efficacement par plus de 4 acteurs) de la boucle locale optique.

## 1. LA NON-SUBSTITUABILITE DES MARCHES CUIVRE ET THD FIBRE

Dans ses analyses de marché (3a et 3b), l'Autorité délimite un seul et même marché pertinent du haut et très haut débit fixe indépendamment du support (que l'accès soit sur cuivre ou sur fibre). Cependant, **Alternative Télécom** ne partage pas l'analyse de substituabilité conduite par l'Autorité sur les marchés du Haut et Très Haut Débit, concluant en l'existence d'une parfaite substituabilité.

En particulier, Alternative Télécom regrette que l'absence d'une « *killer application* » évidente soit considérée par l'Autorité comme un élément déterminant. **Alternative Télécom** appelle à la prise en compte d'éléments complémentaires – dont la qualité d'expérience et le confort d'utilisation, résultant de meilleurs débits descendants et, plus encore, de biens meilleurs débits montants et latences – dans l'étude de la substituabilité de ces deux marchés.

De même, Alternative Télécom ne croît pas en **la forte propension des utilisateurs finals à basculer d'un accès fibre à un accès cuivre. La réalité est qu'il n'y a pas de « retour en arrière » de la fibre vers le cuivre.** De ce fait, il lui semble nécessaire de recourir à d'autres tests de marché pour valider ou invalider la substituabilité du côté de la demande sur les marchés Cuivre et THD Fibre.

Enfin, alors que nous sommes entrés dans la société du « Gigabit » avec une croissance des besoins en très haut débit, de nombreuses réalités de marché témoignent de cette non-substituabilité des accès sur Cuivre et sur Fibre. Sur le marché résidentiel, nous pouvons notamment citer :

- *Accès au service TV* : dans son développement p.57-58 de l'analyse du marché « de masse », l'Autorité mentionne qu'un débit de 8 Mbit/s est nécessaire pour un service de qualité de télévision linéaire et non linéaire via une Box. Or, 34% des foyers n'ont pas ce débit en Cuivre alors que 100% des foyers en THD Fibre le dépassent. Un défaut d'accès au THD Fibre pour servir ces foyers revient inévitablement à une éviction de marché. Il faut aussi noter qu'en zone B non dégroupée, le service TV sur Cuivre n'est pas disponible alors qu'il l'est toujours en THD Fibre.
- *Faibles débits Cuivre* : le tableau p.58 indique que plus de 18% des foyers ont un débit théorique disponible en Cuivre inférieur à 4 Mbit/s. Pour ces plusieurs millions de consommateurs, THD Fibre et Cuivre ne sont en aucun cas substituables. Un défaut d'accès au THD Fibre pour servir ces clients revient inévitablement à une éviction de marché.
- Les *nouveaux bâtiments* sont désormais construits avec des accès THD Fibre mais sans accès Cuivre
- Dès lors qu'un accès THD fibre est disponible pour un foyer, les OCEN ont fermé les accès Cuivre aux nouvelles souscriptions.
- La publicité autour des offres de box Triple Play porte, depuis plusieurs années déjà, exclusivement sur la fibre optique.
- Les chiffres de souscription au marché Fixe montrent que la demande des consommateurs est massivement tournée vers le THD Fibre dès lors que celui-ci est disponible.

## Un mot sur l'arrêt du cuivre

L'arrêt de la boucle locale cuivre, malgré les garde-fous proposés par l'Autorité (dont la présence d'offres de gros activées sur THD Fibre livrées nationalement, permettant de répondre aux besoins des clients entreprises, avant la fermeture commerciale des offres de gros d'accès au réseau cuivre), engendrera structurellement, en l'absence de la mise en place des remèdes discutés ci-après, un *churn* important des clients des opérateurs alternatifs vers les opérateurs historiques.

En particulier, faute d'offres de gros d'accès activé à la fibre optique de bout-en-bout livrées nationalement sur la majeure partie du territoire national (cf. schéma ci-après), les opérateurs alternatifs n'auront simplement plus de solutions à proposer à leurs utilisateurs finals.

## **2. UNE IMPOSSIBILITE STRUCTURELLE POUR LES OPERATEURS ALTERNATIFS A SE DEVELOPPER SUR LES MARCHES DE DETAIL DU THD FIBRE**

### **a. La structure du marché impose aux opérateurs alternatifs une présence de plus en plus soutenue sur le marché fixe.**

A l'heure de la convergence, il n'est plus pertinent de complètement dissocier l'analyse des problématiques fixes et mobiles. La régulation doit donc évoluer en vue de mieux prendre en compte la convergence et proposer des remèdes pour pallier le déséquilibre entre opérateurs historiques et opérateurs alternatifs.

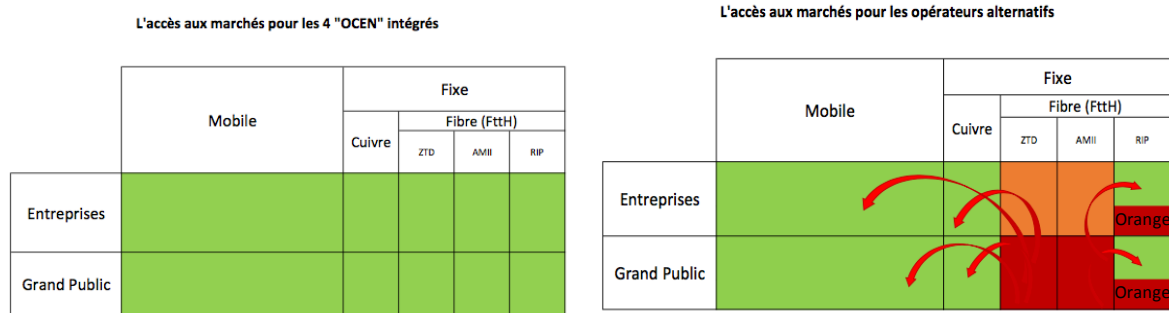
Dans un premier temps, il convient de constater que le marché du THD Fibre est aujourd'hui particulièrement difficile d'accès. Ce constat s'applique aussi bien aux marchés grand public qu'« entreprises ». Les seules zones sur lesquels les opérateurs alternatifs sont aujourd'hui en mesure de se positionner sont les RIP, à l'exception de ceux déployés par Orange (voir annexe 1). Cela signifie qu'une majeure partie des utilisateurs finals éligibles à la fibre optique sont hors de portée des opérateurs alternatifs.

Dans un second temps, l'arrêt annoncé de la boucle locale cuivre conduira nécessairement les futurs clients à se rapprocher d'un opérateur qui sera en capacité de lui proposer des services d'accès fixe à très haut débit sur fibre optique. A date, la plupart des opérateurs alternatifs ne sont pas en capacité de fournir ces services.

Enfin, Alternative Télécom constate qu'**une part croissante des acquisitions clients se fait désormais sur la base d'offres couplant services fixes et mobiles**. Cette part s'élève en 2019 à plus d'un tiers des acquisitions. De même, les clients d'offres fixe-mobile s'avèrent en moyenne plus fidèles que les autres. Un opérateur étant en capacité de proposer à ses clients à la fois des services fixes et mobiles est donc mieux placé pour :

- Consolider sa base client via la fourniture de services convergents ;
- Acquérir de nouveaux clients alors que la concurrence entre opérateurs sur les marchés fixe et mobile est particulièrement forte.

Cette situation s'avère particulièrement discriminante, entachant la capacité des opérateurs alternatifs à s'insérer globalement sur le marché, innover et consolider leur base client (aussi bien mobile que fixe). Les opérateurs intégrés et convergents profiteront de l'arrêt du cuivre pour faire basculer leurs clients fixe sur la fibre mais également pour renforcer leur base client mobile. De ce fait, ce seront principalement les opérateurs alternatifs qui pâtiront de la fin de l'infrastructure cuivre et de la dynamique de convergence fixe-mobile sans remède réglementaire adéquat.



*Les difficultés rencontrées par les opérateurs alternatifs sur la plupart des marchés fixes risquent de les déstabiliser sur d'autres marchés – fixes d'abord, mobiles ensuite – sur lesquels ils se sont développés jusqu'à présent.*

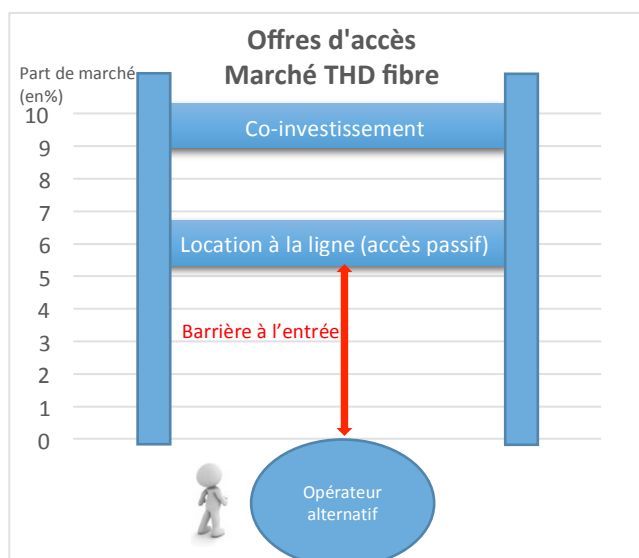
## b. La nécessité de solutions d'accès de gros THD Fibre proportionnées à la taille des acteurs

Une fois ce constat établi, il est nécessaire de repenser le champ de la régulation pour l'accès des opérateurs alternatifs au marché du THD fibre. En effet, le principal frein au développement des opérateurs alternatifs est à ce jour l'impossibilité d'amortir sur une base clients suffisante l'investissement nécessaire pour se raccorder au nœud de raccordement optique (NRO) et recourir aux offres de location à la ligne ou de co-investissement.

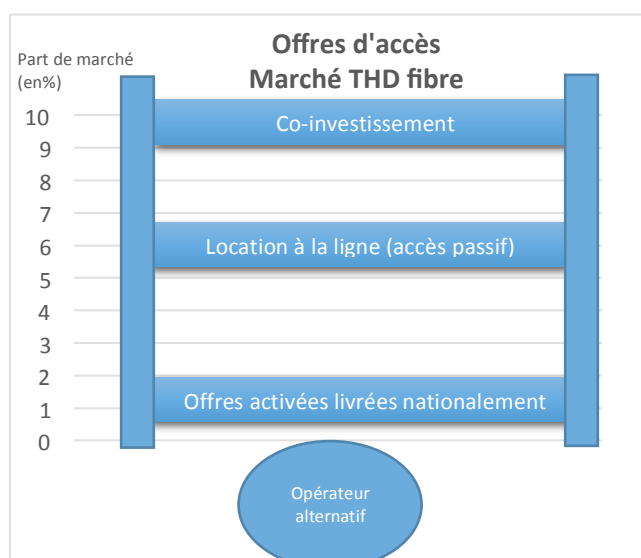
Sur le marché généraliste, les opérateurs alternatifs n'ont donc actuellement le choix qu'entre :

- Des offres activées nationales mais seulement sur 10% des prises déployées, 90% des accès ne bénéficiant pas de telles offres (cf. annexe 1)
- La location à la ligne (accès passif) ;
- Le co-investissement : en d'autres termes, financer une partie du déploiement de l'infrastructure.

De ce fait, Alternative Télécom appelle à **renforcer le cadre de la régulation en y intégrant la problématique des opérateurs alternatifs**. Cela conduira notamment à introduire des accès à la fibre optique, notamment activés avec remontée nationale, permettant, au gré de l'augmentation de la part de marché de chaque opérateur, de toujours disposer d'une solution d'accès au client final et de supprimer la barrière à l'entrée actuelle (voir schéma).



**Cadre de régulation actuel**



**Nouveau cadre de régulation souhaité**

*Un opérateur alternatif d'ambition nationale souhaitant intégrer le marché THD Fibre débutera nécessairement, en l'absence d'une forte capacité d'investissement, par une offre activée avec remontée nationale.*

*L'opérateur doit ensuite pouvoir souscrire à une offre de gros d'accès passif au réseau FttH, une fois ses parts de marché sécurisées. Celles-ci deviendront, à termes, un indicateur de sa capacité à cofinancer une infrastructure fibre. Le cadre de régulation actuel ne permet cependant pas cette augmentation graduée des parts de marché. A contrario, ce cadre contient même une barrière à l'entrée manifeste en imposant un effort d'investissement trop important pour des opérateurs peu dotés en parts de marché et qui auront de facto des difficultés à intégrer le marché de masse et de s'y maintenir.*

\*\*\*\*\*

**En conclusion**, à l'ère de la fibre optique, l'impossibilité des opérateurs alternatifs de proposer leurs offres de détail non-substituables sur la majeure partie du territoire national, tant à destination du grand public que pour les entreprises, leur cause un préjudice considérable bridant leur capacité à se développer sur le fixe. De plus, dans un contexte où la convergence fixe-mobile est largement encouragée par le marché et les pouvoirs publics, les opérateurs alternatifs risquent de perdre en compétitivité et de voir décroître, également sur le mobile, leurs parts de marché. Cette problématique est accentuée par la présence déjà forte des opérateurs historiques sur les marchés grand public et entreprises commercialisant depuis plusieurs années déjà leurs offres de détail aux utilisateurs finals. Alternative Télécom ne peut donc que déplorer un frein à l'innovation et anticiper le recul prochain de l'intensité concurrentielle sur les marchés télécoms, alors même que le déploiement en fibre optique s'accélère et sera presque terminé au cours du présent cycle de régulation et d'analyse de marchés (2020-2023).

**Ainsi, l'exclusion des opérateurs alternatifs de segments entiers de marchés ne leur permet pas de proposer les offres globales, c'est-à-dire des offres complètes basse et haute qualité pour les entreprises, fixe et mobile et sur une couverture nationale pour le marché résidentiel, attendues par leurs clients, amenant ces derniers à les délaisser, même sur les segments où ils pourraient répondre à leurs demandes, au profit des opérateurs historiques, seuls aptes à leur apporter des solutions globales.**

**Dans ce contexte, Alternative Télécom appelle au renforcement du cadre réglementaire symétrique dont l'objectif premier serait d'inciter les opérateurs historiques à proposer une offre de gros d'accès activé THD Fibre (FttH, FttE et FttO) avec remontée nationale aux opérateurs alternatifs sur l'ensemble du territoire.**

## ANNEXE 1 : les problématiques rencontrées par les opérateurs alternatifs sur les marchés de détail.

- **Accès à l'infrastructure THD Fibre**

A ce jour, dans le cadre du déploiement des réseaux THD Fibre, le niveau de concurrence sur le marché de détail est radicalement différent selon les types d'opérateurs d'infrastructures commercialisant leurs offres sur leurs réseaux et les opérateurs commerciaux nécessitant un accès à une offre de gros THD Fibre. En effet :

- sur les Réseaux d'initiative Publique (RIP) : Lorsque l'opérateur d'infrastructure n'est pas lui-même un opérateur commercial FAI et donc verticalement intégré, une offre de gros d'accès FttH activé est systématiquement et spontanément proposée aux opérateurs alternatifs<sup>1</sup> sur les RIP. Il en est ainsi avec Altitude Infrastructure, Axione, Covage et TDF. Celle-ci est disponible sur 2,2 des 3,4<sup>2</sup> millions de prises disponibles en zones RIP. **Lorsque l'opérateur est Orange ou SFR sur les zones dites passives, aucune offre d'accès de gros activé n'est disponible, même dans les départements ayant fait l'objet de demandes raisonnables d'accès aux infrastructures de gros par des opérateurs alternatifs ;**
- sur les Zones « très denses » (ZTD) et zones d'initiative privée (AMII), et également dans le cadre des Appels à Manifestation d'Engagements Locaux, dits AMEL, **aucune offre de gros d'accès FttH activé n'est proposée aux opérateurs alternatifs.**<sup>3</sup> La réglementation sectorielle n'impose à ce jour aux opérateurs d'infrastructure que la mise en place d'une offre de gros en cofinancement par tranche de 5% ou des offres de location à la ligne passive. Finalement, seule la zone d'initiative publique est restreinte à la mise en place d'offres de gros d'accès activé (cf. loi ELAN du 23 novembre 2018). **Cependant, les zones ZTD et AMII totalisent aujourd'hui la majorité des locaux raccordés : respectivement 5,8<sup>4</sup> et 9,1<sup>4</sup> millions de locaux.**

Les offres passives (de cofinancement ou de location passive à la ligne) nécessitant une part de marché de plus de 5% sont donc inaccessibles aux opérateurs alternatifs. De même une offre d'accès activé « au niveau infranational » serait inaccessible aux opérateurs alternatifs, notamment pour exercer sur l'ensemble du territoire national. Dès lors seuls des accès activés avec collecte nationale permettent aux opérateurs alternatifs un accès au marché résidentiel sur la fibre optique.

---

<sup>1</sup> Pour mémoire et comme expliqué supra, les opérateurs d'infrastructures exploitent uniquement des RIP.

<sup>2</sup> Source ARCEP : Observatoire haut et très haut débit – Abonnements et déploiements T3 2019

<sup>3</sup> A toutes fins utiles, il convient de rappeler que la réglementation actuelle impose aux opérateurs de faire droit aux demandes d'accès activé jugées raisonnables uniquement sur les RIP. Néanmoins un refus d'accès des opérateurs alternatifs sur les réseaux situés en ZTD et dans les zones AMII pourrait néanmoins caractériser une pratique d'éviction anticoncurrentielle. Voir notamment CJUE, 14 oct. 2010, Deutsche Telekom, aff. C-280/08 P : dans cette affaire, la CJUE a notamment jugé que « les règles relatives à la concurrence prévues par le traité CE complétant à cet égard, par l'exercice d'un contrôle ex post, le cadre réglementaire adopté par le législateur de l'Union en vue de réguler ex ante les marchés des télécommunications » (§92).

<sup>4</sup> Source ARCEP : Observatoire haut et très haut débit – Abonnements et déploiements T4 2019

**Au final, sur l'ensemble du territoire français (toutes zones confondues) près de 90% des 18,3 millions de prises THD Fibre ne sont pas accessibles aux opérateurs alternatifs, faute de solutions d'accès de gros activés avec collecte nationale.**

Cette situation est donc particulièrement préoccupante puisque les opérateurs alternatifs sont *de facto* exclus de manière durable de ce marché fixe et, en conséquence des offres couplées fixe-mobile proposées par les opérateurs historiques, de fait affaiblis sur le marché mobile.

- **Le cas particulier de la clientèle finale entreprises**

Les opérateurs alternatifs partagent le constat d'un manque de dynamique concurrentielle au détriment de la numérisation des entreprises, qui résulte notamment de la régulation mise en place ces dernières années, dont le fondement reposait sur l'animation du marché de gros par l'émergence d'un 3<sup>ème</sup> opérateur de gros, Kosc Télécom, neutre car inactif sur les marchés de détail.

Ce dernier point est important : les opérateurs alternatifs sont aujourd'hui fortement dépendants de l'opérateur d'infrastructure Kosc. Sa situation financière fragile rend très complexe l'anticipation et l'investissement des opérateurs alternatifs sur le marché fixe. De ce fait, l'analyse de marché devra pouvoir être révisée si Kosc devait être amenée à disparaître. Alternative Telecom appelle donc à la prudence et demande que puisse faire l'objet d'une révision cette analyse de marché d'ici 12 mois à compter de sa publication, après que l'Autorité ait pu s'assurer de la viabilité de Kosc.

Aussi, si les opérateurs alternatifs estiment utile l'émergence d'un 3<sup>ème</sup> opérateur de gros d'infrastructures fixe pour le marché entreprise, cela ne saurait dispenser les opérateurs principaux que sont Orange et SFR de proposer des offres de gros d'accès activé avec collecte nationale sur l'ensemble des produits qu'ils commercialisent dans leurs offres de détail.

En particulier, si l'Autorité relève en p.18 de sa consultation sur les accès aux entreprises que les accès de haute qualité FttO ou FttE sont complémentaires des accès généralistes FttH Pro car de nombreuses entreprises font appel à ces deux types d'offres en fonction de leurs usages, elle ne recommande pourtant qu'une obligation d'accès de la part d'Orange sur les accès de haute qualité. Il y a ici une incohérence à rectifier en élargissant cette obligation d'accès activé aux offres dites FttH Pro sur le réseau d'Orange.

En outre, avec l'arrêt de la boucle locale cuivre, **la mise à disposition d'offres de gros d'accès activé sur fibre optique avec remontée nationale pour les opérateurs alternatifs pour remplacer l'infrastructure actuelle apparaît urgente. Elle répond à un impératif concurrentiel.**